



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 09/02/2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOUILLAUD Michel (VHU illicite)

2 Route de Voultegon
79300 Saint-Aubin-Du-Plain

Références : 0003103639/2026/62
Code AIOT : 0003103639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement BOUILLAUD Michel (VHU illicite) implanté 2 Route de Voultegon 79300 Saint-Aubin-du-Plain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUILLAUD Michel (VHU illicite)
- 2 Route de Voultegon 79300 Saint-Aubin-du-Plain
- Code AIOT : 0003103639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Les activités d'entreposage, démontage et dépollution de véhicules hors d'usages (VHU) sont exercées par Monsieur Michel BOUILLAUD en l'absence d'une autorisation préfectorale simplifiée (enregistrement).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suppression des installations	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'activité de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) est toujours présente sur le site. L'exploitant affirme ne pas avoir « l'autorisation » d'évacuer les déchets. Il lui a été rappelé que l'évacuation des déchets est une obligation préfectorale, et que cette opération ne nécessite pas d'autorisation particulière.

Certains véhicules ne disposent plus de carte grise. L'exploitant indique que cette absence lui a valu un refus d'accès aux centres VHU agréés pour leur évacuation sans pouvoir apporter de justificatifs desdits centres. Il reconnaît détenir des VHU pourvus de carte grise qu'il n'a toujours pas évacués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suppression des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 1
Thème(s) : Illégaux, Suppression des installations
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement visées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2018, portant mise en demeure à l'encontre de M. Michel Bouillaud, de régulariser la situation administrative de ses installations d'entreposage de véhicules hors d'usage situées route de Voultégon à Saint Aubin du Plain, sont supprimées à compter de la date de signature du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'installation d'entreposage de véhicules hors d'usage (VHU) n'a pas été supprimée. Le site reste rempli de VHU, ce qui empêche d'effectuer le tour de la parcelle et d'évaluer correctement le nombre total de véhicules présents sur place

(notamment à l'arrière du site, après le bâtiment).

L'inspection a procédé à un contrôle par sondage. Il semble qu'aucun véhicule hors d'usage n'ait été déplacé ni reçu depuis la dernière inspection.

De nouveaux véhicules roulants ont été observés sur le site. L'exploitant a indiqué qu'ils lui auraient été prêtés, soit par des amis, soit par son assurance, sans que cette information ait pu être vérifiée lors de l'inspection.

Une liste des véhicules légers (VHU et véhicules roulants) présents sur la première partie du site (de l'entrée jusqu'au bâtiment) a été établie lors de l'inspection et est annexée au présent rapport. 58 véhicules ont été identifiés sur cette première partie du site.

L'exploitant a déclaré qu'il disposait des outils nécessaires pour débroussailler et évacuer les véhicules, mais qu'il n'avait pas « l'autorisation » pour le faire. Il a répété à plusieurs reprises que, si cette autorisation lui était accordée, il procéderait au déplacement des VHU. Il lui a été rappelé qu'il était tenu, par obligation préfectorale (arrêté préfectoral de suppression des installations du 17 décembre 2020), d'évacuer ces véhicules vers des filières agréées pour la réception de ces déchets, et qu'il disposait donc de fait de l'« autorisation » requise.

Certains véhicules ne disposent plus de carte grise. L'exploitant indique que cette absence lui a valu un refus d'accès aux centres VHU agréés pour leur évacuation sans que les documents attestant de ce refus n'aient pu nous être transmis. Toutefois, il reconnaît détenir des VHU pourvus de carte grise qu'il n'a toujours pas évacués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant évacue la totalité des véhicules hors d'usage (véhicules légers et lourds) présents sur son site et dépollue le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois